

Avignon, le 24 novembre 2025

Lettre ouverte à Madame la Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Madame la Présidente,

La FSU Territoriale 84 a décidé, à la suite de la préparation syndicale de cette instance, de ne pas siéger cette après-midi. Nous sommes conscients de votre attachement à un dialogue social constructif. Cependant, force est de constater que l'administration ne partage pas la même définition que vous d'un dialogue apaisé et respectueux des partenaires sociaux. En amont du Comité Social Territorial (CST) du 15 février 2024, la FSU avait déjà dénoncé le manque de concertation avant la présentation des dossiers soumis pour avis. Plusieurs événements récents nous amènent malheureusement à penser que notre voix — celle de la première organisation syndicale du Département de Vaucluse, élue par les agents — n'est ni considérée ni respectée comme elle devrait l'être.

Concernant le protocole de sortie de grève que vous avez signé avec notre organisation, vous vous étiez engagée sur la mise en application de la Prestation Sociale Complémentaire (PSC) – partie Prévoyance – au 1^{er} janvier 2026. Le manque d'anticipation manifeste de l'administration rend aujourd'hui cet engagement caduc. Nous demandons donc des compensations à la hauteur du préjudice subi par les agents.

De plus, en date du 9 octobre 2025, nous souhaitions échanger avec certains agents de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi (DIE). Sur place, nous avons été sommés de quitter les lieux et les agents ont eu l'interdiction de communiquer avec nous. Ce comportement va à l'encontre de la Charte du dialogue social signée avec la FSU Territoriale 84.

Enfin, nous découvrons à l'ordre du jour du CST, un dossier pour avis relatif au CIA. Aucun groupe de travail préalable n'a été organisé avec les organisations syndicales. Cela constitue un nouveau manquement grave à une concertation loyale et transparente dans un dossier sensible et qui impacte tous les agents du Département. Nous sommes extrêmement inquiets de la tournure que prend actuellement le dialogue social au sein du Département.

Ainsi, Madame la Présidente, nous sollicitons une audience dans les plus brefs délais afin de pouvoir échanger directement avec vous concernant ces manquements. Nous devons trouver ensemble les voies d'un dialogue social constructif et respectueux.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de notre considération distinguée.

*Pour le syndicat,
Les Co-Secrétaires généraux,*

Christine HOUSSIN



Rémi NOEL

